



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Bulletin SNCF – secteur Strasbourg

20 août 2025

Face à la fuite en avant meurtrière de Netanyahu, il faut amplifier la mobilisation dans le monde entier

Lundi 11 août, Israël a de nouveau assassiné en toute impunité six journalistes palestiniens, dont Anas Al-Sharif, un visage connu des téléspectateurs de la région et qui travaillait pour Al-Jazeera. Cet acte a été revendiqué par le gouvernement israélien en prétendant que les journalistes travaillaient pour le Hamas. Une accusation sans fondement.

Les larmes de crocodiles des impérialistes

Cet assassinat se situe dans la nouvelle escalade entreprise par le gouvernement israélien. Le 7 août, le cabinet de sécurité de Netanyahu a validé le projet d'occuper toute la bande de Gaza, ce qui signifie de nouvelles offensives terrestres sur le quart du territoire qui n'est pas encore passé sous le contrôle de l'armée israélienne.

Cette annonce n'a suscité que de molles protestations de la part des dirigeants impérialistes, Macron allant même jusqu'à parler d'un « désastre annoncé d'une gravité sans précédent ». La belle affaire ! Macron et ses semblables ont, depuis plus d'un an et demi, soutenu totalement la guerre génocidaire de l'État israélien. Les flots d'armes en direction de Tel-Aviv ne se sont jamais taris : tout juste le chancelier allemand Friedrich Merz a-t-il annoncé la suspension de la livraison de « certaines armes » !

La répression contre les soutiens au peuple palestinien continue

Le 8 août dernier, plusieurs militants et militantes solidaires avec le peuple palestinien ont dressé des tentes sur la place de la Bastille, à Paris. La réaction du gouvernement Macron et de sa police a été immédiate : le camp a été démantelé en quelques minutes par les CRS, et une militante a été mise en garde à vue pendant plusieurs heures. À Londres, le 9 août, ce sont plus de 500 manifestants qui ont été arrêtés et placés en garde-à-vue.

Voilà bien l'hypocrisie des dirigeants impérialistes qui, après avoir mollement protesté contre le plan total d'annexion de Gaza, répriment celles et ceux qui dénoncent la poursuite de ce génocide effroyable ! Les peuples du monde continuent de refuser ce massacre ! De nouvelles manifestations ont eu lieu dans les capitales européennes les 9 et 10 août

derniers : Londres, Stockholm, Madrid, Athènes... Une manifestation monstre s'est aussi déroulée en Australie.

La mobilisation populaire internationale reste indispensable pour faire pression sur les dirigeants impérialistes qui soutiennent, dans les faits, l'État israélien. Elle est aussi indispensable pour encourager celles et ceux qui, en Israël même, se font de plus en plus entendre pour que cesse le massacre : alors que, dans la société coloniale israélienne, le gouvernement avait réussi à imposer une chappe de plomb pour faire bloc derrière l'opération génocidaire, des fissures importantes commencent à apparaître.

Dimanche 17 août, un appel à la grève générale a été lancé en Israël par les familles des otages et des manifestations très importantes ont eu lieu dans de nombreuses villes pour protester contre la décision du gouvernement d'occuper entièrement Gaza, et pour demander un cessez-le-feu avec le Hamas afin d'obtenir la libération des otages. Le plus important rassemblement, qui a réuni près de 300 000 personnes, a eu lieu à Tel Aviv.

La plupart des Israéliens, même s'ils refusent de reconnaître la responsabilité du gouvernement dans le génocide, souhaitent que la guerre cesse. D'ailleurs, l'appel à la désobéissance des soldats est désormais beaucoup plus large. De plus en plus de soldats refusent d'entrer à Gaza, parfois parce qu'ils refusent de commettre des crimes de guerre, parfois parce qu'ils n'ont plus aucune confiance dans le gouvernement, l'armée et les objectifs de la guerre. C'est bien l'écho de la mobilisation internationale qui se fait entendre en Israël même.

Les mobilisations populaires, ici comme au Moyen-Orient doivent continuer et s'amplifier car elles seules pourront mettre fin à ce génocide.

Doucement mais chaudement

Après l'épisode de forte chaleur fin juin, la direction du TCB avait promis de nous fournir en gourde isotherme et gobelets pliable. Pourtant dans beaucoup d'équipes on les attend toujours. Certains auraient reçu des gourdes d'autres seulement des gobelets mais aucune distribution n'a été organisée. À ce rythme-là on espère les recevoir avant l'été prochain.

Pas de clim, pas de train

Lors des fortes chaleurs cet été, la SNCF a supprimé des trains, craignant des pannes de clim. Le problème vient notamment du fait que les pannes sont repérées généralement toutes en même temps, les clim étant lancées quand il commence à faire chaud et non pas selon un plan de prévention qui permettrait de détecter les défaillances en amont.

Double circulation, double standard

Après des mois de bouchons à l'entrée Sud du TCB, le deuxième portillon HS a enfin été réparé (en seulement quelques heures). La direction n'a clairement pas les mêmes exigences entre le boulot qu'elle nous demande de sortir et ce qu'elle devrait faire pour améliorer nos conditions de travail.

Nos vies valent plus que leurs profits !

L'accident d'un train en Allemagne la semaine dernière a mené à la mort du conducteur ainsi que de deux passagers, et au moins 40 blessés. Le déraillement causé par un glissement de terrain rappelle tragiquement que le ferroviaire est un monde dangereux. Le manque de prévention et la politique de restrictions budgétaires nous conduisent encore et toujours à ce genre de drames. La sécurité ne peut pas être sacrifiée sur l'autel de la rentabilité ! La végétalisation des talus et la maintenance régulière du réseau sont des nécessités, et elles demandent des investissements conséquents. Nos vies ne sont pas une statistique comptable !

Alaska : la rencontre Trump-Poutine accouche d'une souris

La rencontre entre Trump et Poutine n'a abouti ni à un cessez-le-feu en Ukraine, encore moins à la paix. Mais derrière le flou de leurs déclarations à la presse à l'issue de cette réunion, il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que les deux compères sont prêts à s'entendre sur le dos des Ukrainiens.

La Russie garderait les 20 % du territoire ukrainien qu'elle occupe en plus de la Crimée et les États-Unis pourraient exploiter sans entrave une partie des richesses minières, industrielles et agricoles du pays. Comme l'a estimé Trump sur la chaîne de télévision Fox News, un accord pour mettre fin à la guerre « dépendait vraiment du président » ukrainien. C'est à dire de la capacité de Volodymyr Zelensky d'accepter ce marchandage de brigands tout en faisant avaler la pilule amère à son peuple. Quant aux puissances européennes elles font, comme d'habitude, de la figuration.

Une justice internationale à géographie variable

Suite à la proposition d'Emmanuel Macron qu'une prochaine rencontre Poutine-Trump-Zelensky se tienne à Genève, le ministre suisse des Affaires étrangères, Ignazio Cassis, a annoncé que son gouvernement était prêt à offrir l'immunité à Vladimir Poutine sans tenir compte du mandat d'arrêt international lancé contre lui par la Cour pénale internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Et Cassis d'expliquer que le pouvoir fédéral suisse fait la distinction entre une visite privée et une visite « pour une conférence de paix ». Ce qui sera éventuellement le cas de Poutine. Et ce n'est pas un exemple isolé. À travers le monde plusieurs pays, membres ou non membres de la Cour pénale internationale, refusent d'exécuter ces mandats d'arrêts internationaux pour des raisons diplomatiques et politiques. Au premier rang desquels les États-Unis, Israël, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, la Hongrie, la Mongolie, l'Argentine, etc. Ces mandats ne sont appliqués en général qu'à des dictateurs déchus des pays pauvres. Quant aux génocidaires des grandes puissances et leurs alliés ils peuvent continuer à massacrer sans crainte d'être poursuivis.